

Le Rassemblement populaire du Tunisie (1936 – 1938)

A partir du printemps 1936, la Tunisie entre dans une phase nouvelle. En effet, suite à la révocation du Résident Général Peyrouton (21 Mars 1936) et son remplacement par Armand Guillon, le climat politique va connaître une nette amélioration.

Le nouveau Résident inaugure son mandat par des mesures d'apaisement qui vont se conjuguer avec le succès des listes du Front populaire aux élections générales française de Mai 1936 pour favoriser l'émergence d'espoirs et d'enthousiasmes parmi les forces politiques et sociales.

C'est dans ce contexte que se constitue un „Rassemblement populaire de Tunisie”, regroupant les partis et les organisations se réclamant du Front populaire. Le regroupement se fixe des objectifs ambitieux, il s'agit d'apporter le soutien de la Tunisie au nouveau gouvernement, repousser à jamais le danger des ligues fascistes qui avaient leurs prolongements dans le pays et surtout trouver un terrain d'entente avec le mouvement nationaliste pour faire aboutir certaines revendications nationales immédiates, afin de garantir la mobilisation du peuple tunisien à côté de la France dans le cas d'un conflit avec les puissances fascistes.

Le Rassemblement mène une activité intense, contribue au développement des actions de masses, à la conscience de la classe ouvrière tant européenne que tunisienne, mais son action sera marquée par des limites dues à des facteurs tant objectifs que subjectifs et n'arrivera pas à attirer vers lui les partis nationalismes, bien au contraire ils verront en lui un concurrent sérieux.

I. La naissance d'un espoir: (Avril – Mai 1936)

Depuis le 3 septembre 1934, le mouvement nationaliste et les forces de gauche de Tunisie connaissent une rude épreuve. En effet, à partir de cette date des mesures d'éloignement vers les territoires militaires frappent les militants destouriens et communistes.¹ D'autres mesures se succéderont au fil des mois qui vont suivre, ainsi de nombreux jugements seront prononcés, des restrictions toucheront également la presse tant locale² que métropolitaine³.

¹ Le 3 Septembre 1934, 8 Destouriens et 6 Communistes font l'objet d'arrêtes d'interdiction de séjour dans les territoires civils de la Régence. Ils résideront dans les territoires militaires du sud.

² „El Amel”, organe du Néo-destour et „Tunis-socialiste”, organe de la fédération socialiste sont interdits par arrêtes du 1 Septembre 1934.

Cette repression qui va s'abattre sur la Tunisie durant plus de 20 mois prenait sa force d'un arsenal juridique⁴ mis en place par les Résidents Manceron et Peyrouton au cours des années 1933 et 1934, afin de faire face d'une „manière légale” à la montée des luttes populaires en guise de protestation contre les conséquences de la crise et du marasme économique qui commençaient à se faire sentir depuis la fin de 1932⁵.

La repression coloniale réussit certe à imposer un calme qui est resté toujours précaire. En effet, destoriens et dans un degré beaucoup moins important / les communistes profitent toute occasion (fêtes religieuses, cérémonies) ... pour diffuser des tracts clandestins et appeler le peuple à manifester et à revendiquer l'élargissement des détenus, le retour des exilés.⁶ Le 28 Mars 1935, une grande manifestation nationaliste, regroupant 30.000 personnes.)

La protestation prend un caractère spectaculaire au début 1936 comme le prouve la manifestation grandiose du 22 février dans laquelle les étudiants de l'Université Zitouna jouèrent un rôle important. Par son succès, ce nouveau affrontement montre les limites de la politique répressive qui n'arrive pas à décapiter la résistance nationale et „calmer les esprits,,

Ce prolongement du malaise est avant tout l'expression des difficultés économiques et la misère qui touchaient de larges couches de la société. Cette endurance s'explique également par les nouvelles formes d'actions utilisées par le parti nationaliste Néo-destour dont l'influence restait grande malgré la repression.

Cette résistance avait également un écho en France et particulièrement à Paris qui connaît en ce début 1936 d'énormes actions de masses dans le cadre de la préparation des élections générales de Mai.

³ Les Autorités coloniales interdisent la diffusion dans La Régence des journaux métropolitains „L'Humanité” et „Le Populaire”.

⁴ Les décrets du 6 Mai 1933 établirent que „la mise en surveillance administrative n'est pas considérée comme une peine” et que le Résident Général de France en Tunisie après consultation du Conseil des Ministres pouvait par simple arrêté déporter ceux qui auraient commis des actes d'Hostilité envers le Souverain et la nation protectrice. Deux autres décrets (<15 Avril 1934 et 1 Juillet 1935) vont accroître les pouvoirs discrétionnaires du Résident qui peut désormais, sans consultation préalable, prononcer des peines d'interdiction de séjour.

⁵ Liauzu (Claude) Salariat

⁶ Nous citons à titre d'exemple, la distribution de tracts et les manifestations du 1 Janvier 1935 (la veille du 27-ème Tamadan à l'occasion de la visite traditionnelle du bey à la Grande mosquée).

En effet les journaux de gauche n'ont pas cessé de mener campagne contre les mesures repressives des autorités coloniales de nombreuses manifestations sont organisées pour soutenir la lutte des peuples coloniaux.⁷

C'est dans ce contexte que le gouvernement français décide la révocation de Marcel Peyrouton le 21 mars et son remplacement par Armand Guillon.

Dès son arrivée à Tunis, le nouveau Résident prend une série de mesures d'apaisement et opère un changement d'attitude à l'égard des forces politiques de Tunisie.⁸

Cette option sera encore plus confirmée à partir du début de mai avec la victoire des listes du Front populaire.

Changement dans la métropole et mesures libérales en Tunisie vont provoquer un élan d'espoir et d'enthousiasme parmi les forces politiques et syndicales de la Régence.

C'est ainsi que le 17 mai 1936 „Tunis-socialiste” organe de la Fédération socialiste reparait de nouveau, les journaux métropolitains dont l'Entrée fût interdite depuis septembre 1934, peuvent être diffusés librement.⁹

Début juin, le Parti Communiste Tunisien s'organise sur des bases légales et se dote de structures de direction, quelques mois plus tard il publiera un hebdomadaire „L'Avenir social”.¹⁰

Du côté syndical, on allait voir pousser de tous les coins des syndicats, il y aura une seule C.G.T. après la réunification opérées par les unitaires et les Confédérés de Tunisie, suivant l'exemple de leurs camarades de France.¹¹

⁷ Plusieurs journaux et organisations de la métropole ont soutenu la lutte du peuple tunisien au moment de la répression (1934-36), nous citons la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, le Secour rouge international, la Ligue française contre l'impérialisme et l'oppression coloniale. Cette dernière a mis sur pied plusieurs comités de soutien en faveur de la cause tunisienne.

⁸ Déjà, le 14 Avril 1936, à la veille de son départ pour Tunis, le Résident fait une déclaration libérale „Dépêche tunisienne”, 15 Avril 1936. Le 23 Avril 1936, prend des mesures d'apaisement, il amnistie les étudiants, lève l'interdiction de séjour frappant le journaliste Serge Moitti et autorise la réapparition de „Tunis-socialiste”. Le 25 Avril il supprime les camps de concentration. Le 12 Mai rencontre les leaders destouriens qui sont transférés à Djerba et Gabès. Le 22 Mai les déportés sont autorisés à rentrer dans leurs foyers.

⁹ Archive du Quai d'Orsay, série Tunisie 1917-1940, télégramme du 7 Mai 1936 du Résident Général, informant que les décrets portant interdiction des diffusions des journaux „Le Populaire” et „L'Humanité” sont abrogés.

¹⁰ „L'Avenir social”, organe du Parti Communiste Tunisie reparait le 7 Novembre 1936.

¹¹ „Tunis-socialiste”, 17 Juin 1936.

Le Néo-destour, réagit positivement à la conjoncture nouvelle, tient son conseil national le 10 juin 1936 et accorde au gouvernement du Front populaire „un préjugé favorable,, et dresse un programme minimum de revendications immédiates.¹²

Avant même la tenue de cette instance, Bourguiba Secrétaire Général du Néo-destour adresse une lettre au secrétaire de la Fédération Socialiste de Tunisie où il se déclare „convaincu que les partis de gauche qui forment le Front populaire (...) auront à coeur d'aborder le problème fondamental des rapports franco-tunisiens ...". Bourguiba conclut son message en affirmant son entière disposition pour une prise de contact avec tous les partis constituant le Front populaire afin d'élaborer une liste des revendications immédiates.¹³

Enthousiasme des partis de gauche et préjugé favorable du Néo-destour pourront-ils favoriser la création d'un cadre commun semblable au „Congrès musulman" d'Algérie qui a fait son premier meeting à Alger le 7 juin 1936.

II. Mise en place rapide du rassemblement populaire de Tunisie

Dans sa réponse au message de Bourguiba, Cohen-Hadria ne se montre pas pressé lorsqu'il lui indique qu'il n'est pas en mesure de donner suite aux propositions formulées avant la tenue du Congrès fédéral prévu pour le 21 juin 1936.¹⁴

Avant tout, il faut manifester sa joie, exprimer ses émotions. En effet, c'est la Fédération socialiste qui prend l'initiative d'organiser une manifestation populaire pour fêter la venue au pouvoir du gouvernement du Front populaire.

Afin de garantir toutes les chances de succès à la fête, il est paru indispensable aux socialistes d'inviter tous les groupements se réclamant en Tunisie du Front Pop. Ainsi, un comité s'est chargé à Tunis de fixer le programme de la manifestation prévue pour le 14 juin 1936.¹⁵

A vrai dire, les socialistes étaient les mieux préparés pour prendre une telle initiative. Certes, le groupement avait connu des difficultés au cours de la période 1934-1936, cependant les tracasseries n'avaient pas pris l'allure connue chez les Destouriens et les communistes et leur journal a pu paraître comme quotidien dès le 17 mai.

C'est Eva Fichet qui préside le meeting imposant qui se déroule en plein air au CAMBETTA-PARK. 10 à 15.000 personnes sont dans l'enceinte, plusieurs orateurs se succéderont à la tribune: HERMANN au nom de la C.G.T., ROBERTE BIGIAOUT au nom de la ligue des Femmes pour la paix et la liberté,

¹² Histoire du mouvement nationale, le Néo-destour et le Front populaire en France (1936-38), „Le Dialogue", édition Dar El Amel, Tunis 1979, page 3.

¹³ H.M.N. op. cit. p. 25, Lettre de Bourguiba au Secrétaire de la Fédération Socialiste du Tunisie, datée 01.06.1936.

¹⁴ H.M.N. op. cit. p. 27, Réponse de Cohen Hadria à Bourguiba datée 04.06.1936.

¹⁵ „Tunis-socialiste", le 3 Juin 1936.

SAADAOUT au nom du parti Communiste, BENJAMIN LEVY pour le parti radical socialiste et DURAND – ANGLIVIEL pour le parti socialiste.

Le succès est grand, parmi l'assistance un grand nombre de tunisiens musulmans et le meeting se déroule dans un grand enthousiasme.

Cependant, deux faits importants sont à signaler: les partis nationalistes (Vieux et Néo-destour) ne sont pas représentés, de même un incident qui aura des prolongements, intervient en plein meeting. Ali Karoui (militant syndicaliste de la première C.G.T.T. des années 1924 – 1925 qui vient de retourner de son exil égyptien) prend la parole mais avant qu'il ne termine son intervention, la présidente lui retire le micro pour „non respect des règles de la réunion”. L'incident ne passera pas sous silence, des commentaires et des explications paraissent dans les journaux.¹⁶

En somme, la manifestation était promettante, mieux elle a révélé la nécessité de trouver un terrain d'entente avec ce grand absent qu'est le nationalisme. Il s'agit de prendre en considération ses revendications et éviter les attitudes sectaires.¹⁷

Sur cet aspect, les premières prises de positions étaient très modeste. En effet, face à la question coloniale le programme du Front populaire signé par le P.C.F., les socialistes, les syndicats et le Parti radical socialiste, publié le 11 janvier 1936 ne prévoyait que „la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique économique et morale dans les territoires français d'Outre-Mer, notamment dans l'Afrique du Nord et l'Indochine”.

Bourguiba, qui comprend bien les raisons de cette défaillance due principalement à l'opposition des radicaux,¹⁸ demande aux représentants du Front populaire en Tunisie surtout Communistes et Socialistes d'aider le Destour dans son action „Pour faire comprendre au gouvernement français l'urgence et la nécessité des revendications immédiates”.¹⁹

¹⁶ Cohen-Hadria, Du protectorat français à l'indépendance tunisienne „Souvenirs d'un témoin socialiste”. C.M.M.C. Nice 1976. Il relate ainsi l'événement P 122, „un certain Karoui se présente à Eve Fichet au nom de la C.G.T.T. et demande à dire quelques mots. Il s'engage à respecter la discipline ... Dès les premiers mots Karoui prend un ton provocateur. Le groupe qui l'accompagne et essaie de prendre la tribune d'assaut. Le service d'ordre, un moment surpris. N'a aucun mal à les chasser de la tribune”. En réponse aux différents commentaires parus dans les journaux, Eve Fichet s'explique dans „Tunis-socialiste” du 19 Juin 36. „Karoui n'aurait pas du parler n'étant représentant d'aucun des groupements qui fetaient la victoire du Front populaire ... qu'il ait des idées intéressantes, c'est possibles, mais qu'il pense que cela lui donne le droit d'en feindre toutes les règles d'une réunion, il sem trompe”.

¹⁷ Cohen-Hardia, op. cit. p. 122, Nous informe „qu'un communiqué vigoureux a la rédaction duquel les communistes avaient pris une part particulièrement active” condamnant l'accident et le rôle de Karoui a été rendu publique le lendemain par les organisateurs du meeting.

¹⁸ „L'Action tunisienne”, 16 Décembre 1936, Article de Bourguiba, Le Front populaire et nous.

¹⁹ Idem.

La Rassemblement de Tunisie saura-t-il accomplir cette tâche en élaborant un programme réellement spécifique?

Il était difficile de la faire en ces premiers mois marqués par une euphorie extrême, il fallait un temps nécessaire pour les consultations. En attendant, la Constitution officielle du Rassemblement de Tunisie est rendue publique sans être accompagnée d'un programme précis. En effet, la liste des groupements constitutifs est publiée le 5 juillet 1936, ce sont: (la ligue des droits de l'homme et du citoyen, la C.G.T., la ligue des femmes pour la paix et la liberté, la ligue contre l'antisémitisme, Jeunesses socialistes, Jeunesses communistes, Amis de l'URSS, Parti Communiste, Parti radical socialiste et Parti socialiste.²⁰

Une défaillance de taille, aucun parti ou association nationaliste n'y fait partie. Il est vrai que des propositions ont été faites dans ce sens, Cohen-Hadria nous informa que „les Communistes avaient proposé de les inviter, les Socialistes n'y étaient pas hostiles, d'autres groupements étaient bien plus réticents”.²¹

En tout cas les Destouriens ne montraient pas un empressement particulier pour être associé, ils attendaient des choses plus concrètes. En effet, les consultations entre les groupements du Rassemblement vont traîner durant 7 mois avant d'aboutir à un programme fort modeste.

III. L'élaboration difficile d'un programme de revendications

Tout laisse à croire que les forces politiques importantes du Rassemblement populaire de Tunisie étaient peu convaincues de l'urgence d'une prise de position nette concernant la question nationale.

Il est vrai que le Rassemblement était très actif lors des premiers mois, cependant il intervenait partout sauf sur cet axe.

En effet, il prend position contre les provocations antisémites survenues en Algérie et au Maroc au début du mois de juillet 1936.²² Il faut une déclaration à propos du 14 juillet et convie toute la population à s'associer à cette joie.²³

Il est l'animateur du soutien à l'Espagne républicaine, organise un meeting de solidarité le 14 Août 1936. Le Néo-destour est convié, il délègue Salah Ben Youssef et Tahar Sfar.²⁴

²⁰ „Tunis-socialiste”, 5 Juillet 1936.

²¹ Cohen-Hadria, op. cit. p. 124.

²² „Tunis-socialiste”, 5 Juillet 1936.

²³ Idem.

²⁴ „Tunis-socialiste”, 15 Août 1936.

De même, il est l'initiateur de la création d'un Comité de défense de l'Espagne républicaine qui reçoit un accueil favorable du Néo-destour, de la jeunesse destourienne et de l'Association Hispano-Islamique.²⁵

Un autre axe préoccupait le Rassemblement, il s'agit de soutenir les revendications ouvrières et faire réussir les mouvements de grèves et leur encadrement par la C.G.T. réuni. Sur ce plan, les réalisations étaient importantes.

En effet la plupart des lois sociales votées par le Parlement ont été applicables à la Tunisie, des Contrats collectifs ont été conclus et on aura ici l'équivalent des accords Matignon: les accords de la Kasbah signés le 2 Juillet 1936.²⁶

Sur le plan des libertés publiques, les acquis sont énormes, promulgation dans le „journal officiel” le 11 Août 1936 de nouvelles dispositions législatives, ainsi que la levée des scellées apposés sur les locaux néo-destouriens fut décidée le 20 Août 1936. Le Néo-destour tient son premier meeting le 11 Septembre 1936 au GAM-BENA-PARK.

Cependant, il fallait donner une réponse claire sur la question fondamentale qui préoccupe un peuple colonisé: l'avenir du protectorat en Tunisie, la nature des rapports-franco-tunisiens.

Or si le principe d'un changement urgent est admis par tout le monde, l'interprétation du contenu n'est pas du tout la même.

Le Néo-destour est clair depuis le 10 Juin 1936, tout passe par les garanties constitutionnelles. Pour les socialistes il s'agit de „réformer le Grand Conseil dont les sections françaises et indigène seront l'une et l'autre élus exclusivement au suffrage universel des électeurs sachant lire et écrire en arabe ou en français”.²⁷ Quant aux communistes, ils entendent par garanties constitutionnelles „la dissolution du Grand Conseil et son remplacement par une Assemblée populaire élue démocratiquement au suffrage universel, maîtresse de son ordre du jour”.²⁸

Ils s'agit pour les membres du Rassemblement de trouver une synthèse pour toutes ces interprétations, comment dissiper les craintes à la fois des français sensibles aux campagnes menées à longueur de journaux par les prépondérants et

²⁵ „Tunis-socialiste”, 11 Août 1936. tous les groupements du Rassemblement ont accueilli favorablement le communiqué de défense qui lance souscription nationale très peu suivie surtout par l'élément indigène.

²⁶ Liaazu, Salarat et mouvement ouvrier op. cit. p. 74.

²⁷ „Tunis-socialiste” 17 Mai 1936.

²⁸ „Avenir social” 7 Novembre 1936, programme de revendications immédiates du P.C.T.

réussir à avoir la confiance des nationalistes qui ne voient au Rassemblement „qu'un regroupement de formations métropolitaines”.²⁹

On butte durant des mois dans la recherche d'une formule capable de recevoir l'unanimité. La tâche s'avère difficile et le Rassemblement est condamné à l'immobilisme et à l'inaction.³⁰

Le désaccord était profond à propos des garanties constitutionnelles.

Les communistes préfèrent le retrait de toute revendication concernant ce point, „à des formules qui par manque de précision pouvant permettre au pouvoir public des interprétations qui peuvent se retourner contre nous”.³¹

Les discussions pour l'élaboration du programme trainent encore deux mois, ce dernier ne sera signé que le 22 Janvier 1937.³²

Le programme ne comprend pas de suggestions „qualitatives”, concernant le statut de la Colonie. S'il est vrai qu'il prévoit la dissolution du Grand Conseil et son remplacement par une Assemblée unique, cependant il précise qu'elle doit être composée de français et de tunisiens élus par deux collèges distincts et que les initiatives de l'Assemblée en matière budgétaire seront définitives sous réserve de l'homologation du gouvernement français.

Ainsi la revendication fondamentale capable d'intéresser les tunisiens et de les faire faire mobiliser d'une manière plus durable autour du Front populaire était sacrifiée. Bien entendu le programme contient une série de propositions économiques et fiscales, de même il prend en charge les revendications des ouvriers et des fonctionnaires. En somme c'est un programme „qui tient à faire un pas effectif vers la collaboration qui tient à alléger l'effort imposé au petit”.³³

Si le programme se place strictement dans les contraintes de la nouvelle situation internationale ou la séparation ne peut signifier que l'affaiblissement de la France devant les puissances fascistes.

²⁹ „Avenir social”, 31 Janvier 1937, en réponse à une question posée par un communiste de Feryville lors d'une réunion organisée par le Néo-destour, Salah Ben Qoussef déclare: „Que si le Néo-destour ne siège pas au Front populaire, c'est parce que le Front populaire est une formation métropolitaine ayant un programme surtout métropolitain ne l'a pas vu survivre la question des garanties constitutionnelles.”

³⁰ „Avenir social”, 14. 11. 1936, signale que le comité est astreint à des vacances inutiles causées par le départ de plusieurs délégués d'organisations adhérentes.

³¹ „Avenir social”, 14 et 21 Novembre 1936.

³² „Tunis-socialiste”, 29.01.1937. „Programme de revendications générales, adopté par le comité régional du Rassemblement populaire de Tunisie”.

³³ „L'Humanité”, 19 Mars 1937. Allocution de M. Thorey devant Bourguba, le 1 Mars 37 à l'occasion de la réception faite à ce dernier à Paris par les regroupements du Rassemblement populaire.

IV. Portées et limites du Rassemblement

La parution du programme du Rassemblement intervient en pleine offensive menée par les prépondérants contre le Résident Général et le Front populaire sur les colonnes de la „Tunisie française” et le „Colon français”, où Robert Vénéque lance ses avertissements.³⁴

Le journal „Nahda”, proche des milieux nationalistes lui reproche de vouloir supprimer certaines institutions ancrées dans le pays comme „Le orf”.³⁵ Quant à „Tunés”, lui reproche de ne pas revendiquer la responsabilité du gouvernement tunisien devant l’Assemblée.³⁶

Les membres du Rassemblement réagissent en affirmant „qu’il s’agit d’un programme conçu dans le cadre du protectorat pour faire bénéficier notre peuple de mesures qui peuvent être prises d’urgence”.³⁷ C’est dans ce cadre qu’on demande aux tunisiens d’apprécier positivement le projet du Blum-violette, „l’Avenir social” voit en lui le premier acte positif du gouvernement en faveur des peuples coloniaux.³⁸

La dissolution de l’Etoile Nord-Africaine met encore plus le Rassemblement dans l’embarras face aux nationalistes qui voient dans cet acte un geste „qui ne fait honneur qu’au Front populaire” écrit le docteur Ben Sliman.³⁹ Ainsi, le Rassemblement allait-il évoluer dans un climat piégé il doit assumer et même expliquer les prises de position du gouvernement même si on ne les approuve pas.⁴⁰

La visite de Vienot sous-secrétaire d’Etat, chargé des questions tunisiennes et marocaines soulagea le Rassemblement qui voit ses crédibilités de plus en plus atteintes à cause des lenteurs et des résistances au sein de l’administration coloniale. En effet, au cours d’une réception organisée par le Rassemblement en son honneur Vienot affirme „qu’il y a dans ce pays des réformes à faire”.⁴¹

Mais à peine Vienot rentre à Paris, les prépondérants reviennent à la charge, une boucherie est organisée au mines de Metlaoui et Redeyef (17 morts en deux jours) au cours de grèves banales.

³⁴ R. Vaieque, président de la Chambre d’agriculture et gros colon adresse une lettre ouverte au Résident Général où il écrit notamment „si des mesures énergiques et immédiates ne sont pas prises le sang coulera”. Lettre datée du 23.1.37.

³⁵ Critiques qui sont reproduits par „L’Avenir social” du 13.02.1936.

³⁶ Critiques qui sont reproduits par „L’avenir social” du 13.02.1936.

³⁷ „Avenir social”, 13.02.1937.

³⁸ „Avenir soxial”, 24.02.1937.

³⁹ „L’action tunisienne”, 07.02.1937.

⁴⁰ Le parti Communiste Tunisien exprime son étonnement devant cette décision et la considère injuste. „Avenir social” du 31.01.1937.

⁴¹ „Tunis-socialiste”, 27.02.1937.

La méfiance s'agrandit, même si l'événement fournit l'occasion une déclaration commune de protestation (le Néo-destour et le Front populaire de Bizerte).⁴²

La suite des événements, surtout après la chute du gouvernement Blum ne feront qu'attiser la méfiance des nationalistes. L'implantation des organisations locales du Rassemblement sera limitée aux zones où la présence européenne est forte (Goulette, Bizerte, Feri-ville, Hammam-lif, Sousse, Sfax ...).⁴³

La mise en place de ces organisations favorisera une occasion de rencontre surtout entre les militants socialistes et communistes. La non-adhésion des formations nationalistes, contribue à marginaliser la question nationale dans un regroupement de partis préoccupés par le danger fasciste qui devient de plus en plus menaçant.

En effet l'essentiel de leurs activités seront axées autour de la lutte antifasciste:

– Protestation contre l'„Union”, journal profasciste qui mène campagne contre le Front populaire et contre la France.⁴⁴

– Campagne pour l'épuration de l'administration.⁴⁵

– Demande de dissolution des Ligues Fascistes.⁴⁶

– De même, le Rassemblement allait réagir vigoureusement à l'assassinat du militant antifasciste italien Micelli intervenu au mois de Septembre 1937.

Le Rassemblement populaire de Tunisie n'arrive pas à trouver une voie d'entente au sens étroit avec le mouvement nationaliste tunisien. Cependant par les meetings, les actions qu'il mène à travers les syndicats surtout, il continue à vulgariser les idéaux de justice de liberté parmi les travailleurs. Les ouvriers des mines, des industries, des chemins de fer etc. se rappellent des acquis réalisés en un temps record. Le Rassemblement participe à la conscientisation de la classe ouvrière tunisienne, de même sensibilise les ouvriers européens aux problèmes de leurs confrères, il contribue à la formation de plusieurs cadres qui jouent un rôle important au lendemain de la guerre, tant dans les partis politiques que les syndicats.

⁴² „Avenir social”, 20.03.1937.

⁴³ La constitution des organisations locales du Rassemblement et relatée par „Tunis-socialiste”, 25.02.1937. (Hammam-lif), 24.04. 1937. (Ben Arous), 19.06.1937. (Goulette).

⁴⁴ „Tunis-socialiste”, 16.11.1936.

⁴⁵ „Avenir social”, 15 Mai 1937.

⁴⁶ „Avenir social”, 24 Juillet 1937.